

## Norman Ajari: «La pensée décoloniale casse la République en deux»

PAR RACHIDA EL AZZOUZI  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 15 JUIN 2020



Rassemblement contre le racisme et les violences policières à Paris, 2 juin 2020. © Rachida El Azzouzi

À l'heure d'une nouvelle manifestation antiraciste en France et alors que des statues sont déboulonnées car « *les idoles des uns sont les génocidaires des autres* », le philosophe Norman Ajari appelle à sortir « *du fétichisme de la République* ».

« *Nous utilisons les outils de nos disciplines pour dire avec autorité et de manière argumentée que les institutions de ce pays sont racistes en leur cœur, comme le sont celles des États-Unis. C'est assez nouveau, et c'est pourquoi Macron nous tient pour responsables.* »

Au président français qui reproche aux universitaires d'ethniciser la question sociale, le philosophe franco-américain Norman Ajari répond en citant l'« *Orphée noir* » de Sartre : « *Qu'est-ce donc que vous espérez, quand vous ôtiez le bâillon qui fermait ces bouches noires ? Qu'elles allaient entonner vos louanges ?* »

Auteur d'un ouvrage, *La Dignité ou la mort, éthique et politique de la race* (La Découverte, 2019), qui a fait date, explorant les questions noire et coloniale en lien avec l'esclavage à travers le prisme de la dignité, le jeune intellectuel, qui a fait ses études en France, enseigne aujourd'hui outre-Atlantique à l'université Villanova à Philadelphie, aux États-Unis.

Parce qu'en France, c'est encore trop compliqué : « *Il n'y a pas d'homme noir enseignant titulaire en philosophie dans les universités* ». « *Tant qu'on peut parquer le Nègre dans la simple catégorie du "militant", les choses sont simples. Il ne témoigne*

*que de son parti pris. Mais que se passe-t-il s'il est philosophe ? S'il est économiste ou politologue ? C'est-à-dire s'il articule un discours qui prétend à une vérité qui n'est pas simplement partisane ? Cela, pour l'esprit français, est un scandale.* »



Rassemblement contre le racisme et les violences policières à Paris, 2 juin 2020. © Rachida El Azzouzi

À la veille d'une nouvelle grande manifestation antiraciste en France et alors que **des statues** d'esclavagistes, de colonisateurs sont déboulonnées, décapitées, de Boston à Anvers, en passant par Miami et Fort-de-France, car « *les idoles des uns sont les génocidaires des autres* », Norman Ajari, qui est aussi membre du bureau exécutif de la Fondation Frantz Fanon, livre ses réflexions décoloniales.

Il questionne, en citant Fanon, Césaire, la nouvelle radicalité politique qui s'invente dans un élan mondialisé, « *l'iconoclasme décolonial* » qui l'accompagne autant que les racines de l'« *assignation à l'indignité des Noirs* », toujours au bas de l'échelle sociale.

Il appelle aussi à l'abolition pure et simple du contrôle d'identité, « *un instrument de violence sociale inséparable du racisme* », et à changer les termes de la discussion en France en sortant notamment « *du fétichisme de la République que brandit le président, mais avec lui la gauche radicale, jusqu'à l'extrême droite* » : « *Il faut encore la jeter au fleuve (la République) et la laisser couler, comme la tête coupée de Colomb.* »

Entretien.



Norman Ajari. © dr

**Le meurtre de George Floyd provoque une révolte citoyenne à travers le monde contre le racisme et les violences policières. Vous avez participé aux manifestations de Philadelphie, où vous vivez ?**

**Norman Ajari :** Oui. Celle du 30 mai était déjà impressionnante. Celle de samedi dernier l'était encore plus ; les organisateurs parlent de 100 000 personnes. Pour y avoir été, pour avoir vu les images tournées par les hélicoptères de la télévision, je pense que ce chiffre n'est pas usurpé.

Pourtant, la police sous-évalue de façon grotesque cette mobilisation et évoque un chiffre de moins de 10 000 manifestants. Ils font le choix de nier obstinément la réalité. J'ai été surpris par cette mobilisation massive, mais je n'aurais pas dû. Nous commençons à sortir d'une pandémie qui a été désastreuse pour les Africains-Américains, aussi bien sur le plan sanitaire que sur le plan économique.

Ils ont été touchés par les fermetures administratives des commerces, de la restauration, etc. L'assassinat de George Floyd n'est pas le seul à avoir fait parler de lui cette année : les noms de **Breonna Taylor**, de **Ahmaud Arbery**, entre autres, sont également omniprésents sur les pancartes.

J'ai développé dans mon livre l'idée que la pensée politique noire est une politique de la nécessité, non de la contingence. On sort parce qu'on voit bien qu'on n'a pas le choix, qu'il n'y a rien d'autre à faire.

C'est l'un des sens possibles du slogan « *I can't breathe* ». Ce sont les derniers mots de Eric Garner et de George Floyd, mais c'est aussi quelque chose que Frantz Fanon écrit littéralement dans la conclusion de *Peau noire, masques blancs* : on ne se révolte pas au nom d'un idéal ou d'un projet, mais parce qu'il nous devient purement et simplement impossible de respirer.

**Une telle révolte est inédite aux États-Unis depuis les années 1960 et le mouvement pour les droits civiques. Cette Amérique qui dit stop au racisme et aux violences policières s'inscrit-elle dans la continuité des luttes ou en rupture ?**

Il s'agit évidemment d'une continuité, bien que peut-être une continuité paradoxale, dans le sens où l'évolution n'a pas été linéaire du tout. Mais il existe une tradition révolutionnaire et libératrice noire depuis l'abolitionnisme.

Cette tendance a toujours cohabité avec une autre tendance, plus réformiste et intégrationniste. Mais à mon avis, les événements actuels manifestent l'échec de cette dernière.

La période postérieure à l'abolition de l'esclavage, dite de la « *Reconstruction* », promettait aux Noirs une véritable citoyenneté, l'opportunité de s'enrichir, de se consacrer à la « *recherche du bonheur* » annoncée par la Constitution. Mais, en réalité, à cette période ont succédé la ségrégation, les dépossessions, les lynchages, la terreur du Ku Klux Klan, et j'en passe.

Depuis, les inégalités aux États-Unis n'ont fait qu'augmenter. Les Noirs sont toujours au bas de l'échelle sociale et il devient évident que l'ascension sociale n'est qu'un mythe et Barack Obama un leurre.



**Joe Biden, candidat démocrate à la présidentielle, peut-il profiter de la double crise que créent la pandémie et l'assassinat de George Floyd ou au contraire celle-ci va-t-elle renforcer Donald Trump dans sa présidence incendiaire ?**

Je ne vois pas de bonnes raisons de lire ces événements à travers un prisme partisan traditionnel. Le slogan « *Black Lives Matter* » est apparu sous la présidence d'Obama. Et plus précisément à Ferguson, Missouri, une ville à majorité démocrate et gouvernée par un maire noir. Mais une grande partie de la classe moyenne noire a perdu toute solidarité avec la classe ouvrière noire : ils n'en partagent ni les expériences, ni les aspirations.

Biden est emblématique de tout ce qui ne va pas dans le parti démocrate. Il y a deux semaines, alors qu'il était invité dans une émission de radio suivie par les Noirs, « *The Breakfast Club* », il a affirmé que les spectateurs qui hésitaient à voter pour lui n'étaient pas noirs. C'est un symptôme de la façon dont les démocrates traitent les Noirs comme un électorat captif. Ils n'estiment pas qu'ils aient à embrasser leurs luttes.

En termes d'organisations politiques, ce ne sont pas les démocrates qui manifestent aux côtés des Noirs, mais des organisations d'extrême gauche comme le Parti pour le socialisme et la libération, qui a organisé le grand rassemblement de Philadelphie, les Socialistes démocratiques, et bien d'autres.

Je crois que le peuple qui prend aujourd'hui la rue a perdu toutes ses illusions sur cet appareil démocrate qui a tout fait pour évincer Bernie Sanders, qui aurait pu créer davantage d'espace politique à gauche et créer des opportunités politiques pour les mouvements radicaux. Trump, de son côté, malgré l'humiliation qu'il a subie en se retranchant dans la Maison Blanche pour échapper aux protestataires, reste dans son rôle et peut en appeler à sa base.

Il peut mobiliser l'imaginaire colonial de la reconquête du territoire et criminaliser des manifestants qui sont déjà perçus comme de vulgaires pillards par la droite. Malgré les camouflets, malgré ses erreurs, il apparaîtra toujours comme l'homme fort face à un « *sleepy Joe Biden* », comme il le surnomme, qui ne propose qu'un discours tiède et sans portée.



Rassemblement contre le racisme et les violences policières à Paris, 2 juin 2020. © Rachida El Azzouzi

**Ces manifestations surviennent aux États-Unis et gagnent le monde en pleine pandémie de Covid-19, qui a mis à nu de profondes inégalités devant la vie et la mort, notamment raciales. Classe et race sont intimement liées ?**

Elles le sont incontestablement, mais elles ne se confondent pas et ne se superposent pas. Il y a évidemment des exceptions notables, à commencer par Obama lui-même, mais la grande masse des Noirs appartient à la classe ouvrière. Et plus particulièrement à une classe ouvrière exceptionnellement surexploitée, méprisée et très peu sujette à la mobilité sociale. Mais l'expérience de l'exploitation n'est qu'une facette de la condition raciale.

Ahmaud Arbery a été assassiné par deux hommes blancs, un père et son fils, alors qu'il faisait un footing dans la rue. Ils ont justifié leur geste en lui attribuant une série de cambriolages purement imaginaires. Une telle violence gratuite ne répond



à aucune utilité fonctionnelle, à aucune stratégie rationnelle de maintien de l'ordre. C'est l'expression du rôle structurant de la mise à mort des Noirs dans notre inconscient racial.

### **Un mouvement transfrontalier est-il en train de s'inventer ?**

C'est ce qui a été théorisé et envisagé lors du Bandung du Nord en 2018, un grand colloque qui a rassemblé des activistes et des intellectuels du monde entier, avec en ligne de mire la création d'une internationale décoloniale. Les événements actuels mettent tous ces pays en résonance. Mais il est très difficile de sortir des atavismes nationaux.

Voyager, lire et parler plusieurs langues sont des éléments essentiels à la construction de toute internationale. Mais ce sont aussi des privilèges. L'absence de vision internationaliste amène à accorder une importance prioritaire à des brouilles, simplement parce qu'elles concernent vaguement la nation à laquelle on se trouve appartenir.

Cela crée des effets d'agenda ineptes. Toutefois, il est évident que, beaucoup plus que n'importe quel autre groupe minoritaire, les Noirs sont animés d'une conscience diasporique qui facilite l'éclosion de ce dont vous parlez.

La raison en est leur appartenance nationale toujours incertaine et les points communs de l'expérience raciale négrophobe à travers le monde. Les militants à travers le monde se sont reconnus en George Floyd. Il y a une constante de l'expérience noire à travers le monde qui est une constante de l'indignité et de la déshumanisation.

Or le mouvement noir transfrontalier possède un nom et il est vénérable : panafricanisme. Est-ce cela qui se réactive ? On ne peut que le souhaiter.

**« Le racisme d'État n'a pas besoin de lois pour prospérer, il est au cœur des pratiques des agents »**

**Vous êtes franco-américain. Vous vivez aujourd'hui aux États-Unis après avoir fait vos études en France, où le racisme tue aussi. On ne peut échapper au parallèle France/USA, mais**

**cela fait polémique dans l'Hexagone, tout comme l'usage des expressions « racisme systémique », « racisme d'État ». Quel est votre point de vue ? La comparaison présente-t-elle trop de limites ?**

Il y a, de mon point de vue, beaucoup plus de points communs que de différences. Certes, les États-Unis sont une colonie de peuplement, une nation qui s'est construite sur le génocide des peuples autochtones, et a secrété un imaginaire de la conquête territoriale autrement plus violent que ce qui prévaut où que ce soit en Europe. Mais qui a bâti cette immense colonie de peuplement ?

La France y a eu largement sa part : l'État esclavagiste de Louisiane en témoigne. Ironiquement, l'assassin de George Floyd porte le patronyme français Chauvin. En outre, lorsqu'il s'agit des Noirs, les points communs historiques entre les deux pays sont nombreux.

La France, comme les États-Unis, a bâti une part importante de sa richesse sur l'esclavagisme aux Antilles. Pour ce faire, elle a construit un savoir racial, au même titre que les Britanniques, les Portugais, les Espagnols, une théologie, une philosophie, une médecine, une géographie, un droit négrophobes qui ont influencé le racisme étatsunien.



Rassemblement contre le racisme et les violences policières à Paris, 2 juin 2020. © Rachida El Azzouzi

La création du **BUMIDOM** dans les années 1960, qui a établi un pipeline de prolétaires ultramarins à exploiter en France, n'est qu'un exemple qui nous rappelle la persistance de la logique esclavagiste dans la France contemporaine.

Aujourd'hui, il n'y a pas davantage de lois raciales aux États-Unis qu'en France, mais on continue à entretenir l'image fautive d'un racisme légal en Amérique du Nord qui n'existerait pas en France.

Mais, dans ces deux pays, le racisme d'État n'a pas besoin de lois pour prospérer : il est au cœur des pratiques des agents. Et je dirais même qu'en termes d'islamophobie, la France a entériné une logique de ségrégation qui n'a rien à envier à l'Alabama des années 1950.

### **C'est-à-dire ?**

L'exemple le plus frappant est la fameuse interdiction des signes religieux, qui vise évidemment le foulard porté par les femmes musulmanes. Mais il faut y ajouter une surveillance policière, une supervision, voire une liquidation des lieux de cultes qui ne sont pas sans précédents dans l'histoire étatsunienne, où les églises et les mosquées noires étaient perçues comme des lieux de sédition à démolir hors de tout cadre démocratique.

### **Le comité Vérité pour Adama, qui milite depuis 2016 pour que lumière soit faite sur la mort d'Adama Traoré dans les mains des gendarmes, est le moteur de la puissante mobilisation en France. Vous l'avez suivi ?**

Le comité Adama a frappé un grand coup et je pense qu'ils font avancer les causes antiraciste et abolitionniste en France. Toutefois, ce mouvement ne sort pas de nulle part. Rien que dans les dernières années, il y a eu deux Marches de la dignité, en 2015 et 2017, qui ont porté précisément ces questions dans l'espace public. Mais il faudrait remonter plus loin encore.

La question qui fait centralement débat est aujourd'hui posée, pour le dire vite, en termes de justice raciale. C'étaient les termes de Césaire et de Fanon au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Mais après la période des décolonisations, ce langage a été mis en sourdine. Ce sont des organisations politiques comme le Parti des indigènes de la République, puis la Brigade anti-nérophobie qui ont remis ce langage en circulation en 2005.

La question qui se pose aujourd'hui à l'échelle du monde est celle, concrète, de l'anti-noirceur, c'est-à-dire de la nérophobie. Jusqu'à présent, le comité

Adama a évité ces termes, pour leur préférer des thèmes réputés plus fédérateurs comme la question sociale ou celle des « quartiers ».

Or, comme je l'ai dit plus haut, je pense que la question raciale ne se réduit pas à la question sociale. Tant que l'on ne reconnaîtra pas la nécessité d'une conversation publique sur les arguments des « indigénistes », des « racistes » ou des « racialisateurs » qui sont souvent aujourd'hui diabolisés par crainte ou par habitude, nous n'aurons qu'un simulacre de débat.

Et pour ce faire, il faut donner la parole à des organisations telles que la Brigade anti-nérophobie, le Parti des indigènes de la République ou la Ligue de défense noire africaine. Il s'agit d'éviter l'erreur de Black Lives Matter, dont les principales meneuses ont été cooptées par le parti démocrate et roulent désormais pour Joe Biden, qui n'est pas moins nérophobe que Trump.

Cet isolement de ceux qui sont perçus comme les « éléments radicaux », combiné à un constant effort pour se donner bonne conscience en flattant, voire en finançant les groupes modérés, nous conduit à la situation actuelle, une demi-décennie après l'éclosion de Black Lives Matter. Il faut apprendre de cet échec. Lorsqu'il s'agit de la question décoloniale en général et de la question noire en particulier, la modération n'a rien d'un gage de vérité.

### **Quitte à cliver encore plus ?**

Tout le monde en parle comme d'une mauvaise chose. Le clivage des esprits n'est pas un risque : c'est un but à atteindre. Sans clivage, pas de politique. La France est très concrètement, empiriquement, clivée en termes de races et de classes sociales. Tous les appels à l'unité, quels qu'ils soient, se font au prix de la méconnaissance de cette réalité. Il faut rendre audibles la vie noire et la vie nord-africaine, et en finir avec les chantages à l'unité fondés sur la méconnaissance des antagonismes. Tout projet d'union nationale ou d'unité politique se fait aux dépens de nos intérêts.



Rassemblement contre le racisme et les violences policières à Paris, 2 juin 2020. © Rachida El Azzouzi

**En France, après la démonstration de force du 2 juin, les médias *mainstream* ont légèrement infléchi leur couverture en invitant des membres du comité Adama par exemple. Le gouvernement, qui craint une conjonction entre crise sociale et crise raciale, a annoncé entre autres l'abandon de la technique d'interpellation dite de la clé d'étranglement par la voix de son ministre de l'intérieur Christophe Castaner, de plus en plus décrié...**

La réaction de Castaner est en effet dérisoire. Mais sans poser les bonnes questions, comment aboutir aux bonnes réponses ? J'ai déjà dit que j'étais pour ma part favorable à l'abolition pure et simple du contrôle d'identité, qui n'est qu'un instrument de violence sociale inséparable du racisme.

En soi, c'est une simple application du vieux principe de l'*Habeas corpus* en vigueur dans les pays anglo-saxons, mais dans le contexte français, ce serait presque une révolution. Dans l'état actuel des choses, il n'est de contrôle qu'au faciès.

Mais au-delà, cela soulève une question éthique profonde : que n'importe quel porteur d'insigne puisse arbitrairement exiger d'un individu qu'il décline son identité, qu'il soit fouillé et souvent palpé de façon perverse et avilissante, cela me semble aberrant dans une société qui se prétend démocratique.

Les pratiques racistes découlent naturellement de cette institutionnalisation de l'arbitraire. Il faut que la police ne contrôle que s'il y a une présomption sérieuse qui relie un individu à un délit et, le cas échéant, que ce soit ce délit qui soit au cœur de l'enquête, et non pas les papiers d'identité. Ainsi, peut-être les agents auront-ils davantage de temps libre pour « protéger et servir », plutôt que de harceler et humilier.

**Vous parlez d'« essence noire », plutôt que de « condition noire » (Pap Ndiaye) ou d'« identité noire » (Maboula Soumahoro). Pourquoi ? Qu'entendez-vous par là ?**

Ma reprise du terme d'essence était une sorte d'intervention dans un contexte intellectuel et politique où la catégorie d'essentialisme fonctionnait comme une sorte de péché suprême, et servait toutes les dénonciations politiques imaginables. On l'a assimilée à des positions qu'aucun groupe ou intellectuel n'a jamais défendu : les idées que les Noirs seraient incréés, qu'ils devraient tous penser la même chose ou des fadaises de ce genre.

Pour moi, l'essence est synonyme d'historicité profonde. C'est la constatation du fait que la noirceur est un fait historique structurant, que cela ne fait pas l'objet d'un choix. On y est renvoyés constamment, infailliblement. Mais notre chance est que c'est un vieux problème : il a été affronté, travaillé et discuté par les générations d'intellectuels et d'activistes noirs qui nous précèdent.

Il nous appartient de puiser dans ce vivier pour nous situer ici et maintenant. Par ailleurs, je n'ai pas de problème avec la notion de condition noire, qui décrit bien le fait que les Noirs sont positionnés, qu'ils sont surdéterminés d'une certaine façon.

La notion d'identité me semble au contraire insister sur une dimension subjective : la façon dont je construis ma propre noirceur, dont je l'expérimente individuellement, dont je la rends significative ou signifiante. Or je crois que la noirceur n'est pas quelque chose que l'on performe ; la négrophobie est quelque chose que l'on subit, qui nous sature, qui nous assigne obstinément à l'indignité.

**« Nous assistons à un intense moment d'iconoclasme décolonial »**

**« Blanc », « non-Blanc », « privilège blanc », « racisé », etc. : les termes du débat fracturent comme jamais. Les tribunes et les polémiques se succèdent en France pour dénoncer des mots qui desserviraient la lutte antiraciste. Comment avancer sur la question raciale ?**

Certains de ces termes que vous évoquez sont évidents, comme les termes de *Blanc* ou de *non-Blanc*, d'autres sont des bricolages plus ou moins heureux, comme le terme de *racisé*. On pourrait disserter sur chacun de ces termes, en évaluer les mérites et les faiblesses, comme on aime plus que tout à le faire en France, mais je ne vois pas d'urgence à cela.

Il y a des réalités qui doivent être exprimées et peuvent l'être en langage ordinaire aussi bien qu'avec des néologismes. L'important, c'est de procéder aux bons diagnostics : les personnes noires sont toutes descendantes d'esclaves ou de colonisés.

Elles sont le produit d'un repeuplement du monde massif, pour parler comme Achille Mbembe, qui a eu des conséquences démographiques sans précédent, à commencer par le transbordement de millions d'esclaves depuis l'Afrique de l'Ouest vers les Amériques. Ces êtres étaient tenus pour jetables, perçus comme des marchandises.

Cela s'est accompagné d'une déshumanisation radicale dont nous voyons encore les effets. La colonisation de l'Afrique a été l'une de ces réalités, bâtie sur la même logique de déshumanisation, qui n'a pas épargné l'Afrique du Nord.

Aujourd'hui, en France, les hommes arabes ont une espérance de vie significativement moindre que les hommes blancs, quelle que soit leur classe sociale. Il n'y a pas encore d'étude similaire sur les Noirs, mais il y a fort à parier que ses résultats seront similaires.

Les hommes arabes et noirs sont envoyés avec beaucoup plus de légèreté en prison, et subissent de façon prépondérante le harcèlement policier, qui se matérialise par les contrôles d'identité dont nous parlions. Ils sont davantage sujets au chômage et aux discriminations de tous ordres.

Les femmes et les hommes noirs sont fétichisés dans la pornographie et les films qui relatent leur mort sont diffusés en boucle à la télévision et sur Internet. Ce sont des *snuff movies* que l'on traite comme des informations d'intérêt général. Tout cela, je peux l'exprimer simplement, en langage ordinaire. C'est une petite partie de ce que nous avons aujourd'hui à prendre en compte, à admettre et à penser.



Rassemblement contre le racisme et les violences policières à Paris, 2 juin 2020. © Rachida El Azzouzi

**Aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Belgique notamment, les manifestants s'en prennent aux statues, symboles du passé colonialiste, esclavagiste. En Belgique encore, et vous en faisiez partie, un collectif de signataires belges et internationaux avait appelé en octobre dernier à la fin du *blackface* et dénoncé la complaisance des autorités à l'égard de manifestations de racisme sous couvert de folklore (comme la Ducasse). La mort de George Floyd sonne-t-elle l'heure de regarder en face le passé colonial, de revoir les récits et de donner toute sa place à la pensée décoloniale ?**

Oui, je crois que nous assistons à un intense moment d'iconoclasme décolonial. Les idoles que certains révèrent, les héros des uns sont les génocidaires des autres. C'est l'expression d'un antagonisme profond : les affects que certains ressentent face à ces édifices sont absolument opposés à ceux des autres.

Le président Macron a récemment blâmé les universitaires pour avoir ethnicisé le débat social, et pour avoir « cassé la République en deux ». Cela me fait irrésistiblement penser à la décapitation d'une statue de Christophe Colomb à Boston.

La pensée décoloniale casse tout en deux : les statues, la société, la République. Évidemment, je me suis senti concerné, et même un peu flatté, car en réalité les universitaires qui travaillent sur la race d'une manière suffisamment critique pour déplaire à ce point ne sont pas bien nombreux.

Mais il faut être juste, je tente de l'être dans mon livre en rappelant que la problématique décoloniale a d'abord été une question militante, et qu'elle l'est restée. Nous autres chercheurs, nous n'avons pas créé ces demandes sociales à partir de rien, nous nous

sommes contentés de dire qu'elles avaient raison d'être et que ceux qui tentaient de les disqualifier au nom du bien commun défendaient en fait leurs intérêts de classe et de race. Ce n'est pas grand-chose, et en même temps, pour ce pays, c'est beaucoup.

Tant qu'on peut parquer le Nègre dans la simple catégorie du « militant », les choses sont simples. Il ne témoigne que de son parti pris. Mais que se passe-t-il s'il est philosophe ? S'il est économiste ou politologue ? C'est-à-dire s'il articule un discours qui prétend à une vérité qui n'est pas simplement partisane ? Cela, pour l'esprit français, est un scandale.

Nous utilisons les outils de nos disciplines pour dire avec autorité et de manière argumentée que les institutions de ce pays sont racistes en leur cœur, comme le sont celles des États-Unis. C'est assez nouveau, et c'est pourquoi Macron nous tient pour responsables. Aujourd'hui, il n'y a pas d'homme noir enseignant titulaire en philosophie dans les universités françaises.

Nous n'existons quasiment pas dans ces institutions qui nous ont longtemps réduits au silence. Mais c'est déjà trop d'existence. J'aimerais répondre à Macron en citant l'« *Orphée noir* » de Sartre : « *Qu'est-ce donc que vous espérez, quand vous ôtiez le bâillon qui fermait ces bouches noires ? Qu'elles allaient entonner vos louanges ?* »

J'ai 33 ans, j'appartiens à une nouvelle génération de travailleurs intellectuels. Je pense qu'il est de notre devoir d'essayer de changer les termes de la discussion. Par exemple, en sortant du fétichisme de la République que brandit le président, mais avec lui la gauche radicale, jusqu'à l'extrême droite. Je me félicite que la République soit cassée en deux. Ce n'est pas suffisant : il faut encore la jeter au fleuve et la laisser couler, comme la tête coupée de Colomb.

### **Comment réparer, rendre la dignité, décoloniser vraiment ?**

Sincèrement, je n'en ai aucune idée. La négrophobie est structurante pour la subjectivité moderne, bien au-delà des seules personnes blanches, j'en fais chaque jour l'expérience. Et lorsqu'on aborde cette question, qui prend du temps, on est souvent interrompu par cette injonction à apporter des solutions. Mais, voyez-vous, nous n'avons même pas idée de l'étendue du problème !

C'est ce que disent aujourd'hui des intellectuels africains-américains comme Frank Wilderson ou Tommy Curry. C'est une question abominablement vaste, qui concerne toutes les communautés, à commencer par les Noirs eux-mêmes et entre eux-mêmes, et ceux qui affectent de les soutenir. L'abjection de la noirceur nous corrode tous ; la noirceur est cela qui est haï, appropriable, tuable, méprisable.

Je peux proposer de petites solutions provisoires ; de quoi articuler un discours politique ; de quoi respirer un peu mieux, comme l'abolition du contrôle d'identité. Je soutiens tout ce qui va dans le sens de la collectivisation des moyens de production, de l'établissement du socialisme, mais avec une conscience aiguë que rien de tout cela ne réglera le problème de l'indignité nègre.

Nous devons commencer par ne pas reculer devant l'immensité du problème. Une seule chose me paraît certaine en cette époque où les commissariats et les palais de justice brûlent, l'issue ne sera pas non violente. L'ère de la non-violence est derrière nous.

### **Il faut vraiment en passer par la violence ?**

Je ne dis pas que j'aime la violence ; je constate que tout le reste a échoué.



**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.